

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2008 B 04778

Numéro SIREN : 509 561 395

Nom ou dénomination : SUEZ Smart Solutions

Ce dépôt a été enregistré le 15/07/2022 sous le numéro de dépôt 18309

Notre société au titre de l'exercice 2021 est intégrée au sein du Groupe d'intégration fiscale de Suez - SIREN : 433 466 570 Tour CB 21 - 16 place de l'Iris 92040 Paris La Défense.

La création de ce groupe fiscal a donné lieu à la conclusion d'une convention d'intégration fiscale entre SUEZ et notre société. Conformément au principe de neutralité, la convention d'intégration fiscale prévoit l'obligation pour SUEZ de restituer à notre société les économies d'impôt résultant de l'utilisation de ces déficits dès qu'elle redevient bénéficiaire. Le montant des déficits reportables à la clôture de l'exercice est de 0 K€ Cette convention a pris fin au 31/12/2021.

VII - Autres Informations

1 - Rémunération des organes d'administration et de direction

Aucune rémunération n'a été allouée aux organes d'administration et de direction.

2 - Ventilation de l'effectif moyen par catégorie :

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	144	129
Agents de maîtrise	18	15
Employés et techniciens	20	16
Ouvriers		
Autres		
TOTAL	182	159

cc

3 - Eléments relatifs aux entreprises liées et associées et relevant de plusieurs postes du bilan

euros	Entreprises liées	Entreprises associées
Titres de participation	5 762 431	
Créances rattachées à des participations	557 123	
Dettes rattachées à des participations		
Prêts		
Créances clients et comptes rattachés	12 495 479	
Comptes courants débiteurs	138 132	
Fournisseurs et comptes rattachés	3 168 000	
Comptes courants créditeurs	10 443 721	

4.1 - Tableau récapitulatif des engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
Engagement de crédit-bail	0	0	0	0
		0		
		0		
		0		
		0		
		0		
		0		
I. Total engagements donnés (A+B+C)	0	0	0	0
Engagements reçus (à détailler)				
Cautions	52 490	10 544	41 946	
		0		
		0		
		0		
		0		
		0		
II. Total engagements reçus	52 490	10 544	41 946	0

ce

4.2 - Engagements de crédit-bail - NEANT

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine					0
Amortissements :					
- Cumuls exercices antérieurs					0
- Dotation de l'exercice					0
Total	0	0	0	0	0
Redevances payées :					
- Cumuls exercices antérieurs					0
- Exercices					0
Total	0	0	0	0	0
Redevances restant à payer :					
- A 1 an au plus					0
- A plus d'1 an et 5 ans au plus					0
- A plus de 5 ans					0
Total	0	0	0	0	0
Valeur résiduelle :					
- A 1 an au plus					0
- A plus d'1 an et 5 ans au plus					0
- A plus de 5 ans					0
Total	0	0	0	0	0
Montant pris en charge dans l'exercice	0	0	0	0	0

ce

SUEZ Smart Solutions
Société par Actions Simplifiée au capital de 100 000 €uros
Siège social : 38, Rue du Président Wilson - 78230 LE PECQ
509 561 395 RCS VERSAILLES

oOo

**DECISIONS
DES ASSOCIES DU 30 JUIN 2022**

PROCES-VERBAL

L'an deux mil vingt-deux
Le 30 juin

Les Associés de la Société **SUEZ Smart Solutions**, Société par Actions Simplifiée au capital de 100 000 euros divisé en 10 000 actions de 10 euros chacune

La Société de Contrôle et de Management « SCM, propriétaire de 5 500 actions,
Représentée par Madame Florence DERAM

La Société SUEZ, propriétaire de 4 500 actions,
Représentée par Monsieur Philippe ANDRAU

Statuant sur l'ordre du jour :

- Rapport sur les comptes annuels du Commissaire aux comptes
- Examen et approbation des comptes de l'exercice 2021
- Affectation du résultat
- Pouvoirs en vue de formalités

ONT PRIS LES DECISIONS SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

Approbation des comptes sociaux

Les Associés, après avoir pris connaissance des documents comptables, ainsi que du rapport sur les comptes annuels du commissaire aux comptes, approuvent le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIEME DECISION

Article 223 quater du Code Général des Impôts

En application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, les associés constatent qu'aucune somme n'a été enregistrée au titre des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du même Code au cours de l'exercice écoulé.

TROISIEME DECISION

Quitus aux Mandataires

Les associés donnent quitus au Président de l'exécution de son mandat, et donnent décharge de l'accomplissement de leur mission aux Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2021.

QUATRIEME DECISION

Affectation du résultat

Les Associés approuvent la proposition du Président et décident en conséquence d'affecter le résultat :

-Bénéfice de l'exercice	416 339,33 €
-Report à nouveau antérieur	<u>14,24 €</u>
TOTAL	416 353,57 €

-Report à nouveau 416 353,57 €

La société ne distribue pas de dividendes pour l'exercice 2021.

Conformément à la loi, nous vous demandons de prendre acte du montant des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents :

Exercice	Dividende global	Dividende par action
2018	1 895 000 €	189,50 €
2019	3 430 000 €	343,00 €
2020	1 582 000 €	158,20 €

CINQUIEME DECISION


Pouvoirs pour les formalité

Tous pouvoirs sont donnés à LE TOUT LYON – 18 Rue Childebert – 69002 LYON, organisme chargé des formalités d'enregistrement auprès du Registre du Commerce et des Sociétés ou au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes décisions pour effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités partout où besoin en sera conformément à la loi.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les associés.

Les Associés

Société SCM
Florence DERAM

DocuSigned by:

4B42E5EB0049481...

Société SUEZ
Philippe ANDRAU

DocuSigned by:

0943C6B80C024A9...

SUEZ Smart Solutions

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



SUEZ Smart Solutions

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société SUEZ Smart Solutions,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SUEZ Smart Solutions relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 20 juin 2022

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, consisting of the initials 'C.B.' followed by a horizontal flourish.

Clotilde Bor

Bilan actif

BILAN-ACTIF	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	46 778 374	32 570 106	14 208 268	11 208 171
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	9 554 423		9 554 423	8 165 822
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL Immobilisations Incorporelles	56 332 797	32 570 106	23 762 691	19 373 992
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel	10 484	10 484	0	
Autres immobilisations corporelles	1 698 490	821 185	877 306	558 267
Immobilisations en cours	257 952		257 952	612 237
Avances et acomptes				
TOTAL Immobilisations corporelles	1 966 926	831 668	1 135 257	1 170 504
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	5 762 431		5 762 431	3 966 126
Créances rattachées à des participations	557 123		557 123	
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	51 893		51 893	57 802
TOTAL Immobilisations financières	6 371 448	0	6 371 448	4 023 928
Total Actif Immobilisé (II)	64 671 170	33 401 774	31 269 396	24 568 424
Matières premières, approvisionnements	44 476		44 476	53 637
En cours de production de biens	228 776		228 776	5 036 527
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock	273 252	0	273 252	5 090 164
Avances et acomptes versés sur commandes	65 859		65 859	162 527
Clients et comptes rattachés	19 894 064	476 520	19 417 544	14 154 492
Autres créances	5 041 377		5 041 377	4 454 948
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	25 001 300	476 520	24 524 780	18 771 967
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités				3 812
TOTAL Disponibilités	0	0	0	3 812
Charges constatées d'avance	35 600		35 600	42 786
Total Actif Circulant (III)	25 310 151	476 520	24 833 631	23 908 728
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	89 981 322	33 878 294	56 103 027	48 477 152

Bilan passif

BILAN-PASSIF		31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel	Dont versé : 100 000	100 000	100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation	Dont écart d'équivalence		
Réserve légale		10 000	10 000
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	Dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves	Dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :		
TOTAL Réserves		10 000	10 000
Report à nouveau		14	279
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		416 339	1 581 735
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		204 479	197 544
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		730 832	1 889 558
Produit des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées		495 697	495 697
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		495 697	495 697
Provisions pour risques		333 417	
Provisions pour charges		1 666 379	871 376
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		1 999 796	871 376
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	Dont emprunts participatifs :	10 443 721	13 666 052
TOTAL Dettes financières		10 443 721	13 666 052
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		376 849	376 849
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		16 674 479	12 419 123
Dettes fiscales et sociales		10 335 320	6 451 607
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		596 372	2 172 191
Autres dettes		2 090 657	
TOTAL Dettes d'exploitation		30 073 678	21 419 770
Produits constatés d'avance		12 359 303	10 134 699
TOTAL DETTES (IV)		52 876 702	45 220 521
Ecart de conversion Passif (V)			
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		56 103 027	48 477 152

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2021			31/12/2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	2 177 270	3 108 071	5 285 341	4 445 152
Production vendue biens				
Production vendue services	57 498 057	7 671 697	65 169 754	55 054 284
Chiffres d'affaires nets	59 675 327	10 779 768	70 455 095	59 499 436
Production stockée			-4 807 751	-1 010 090
Production immobilisée			8 848 312	6 231 478
Subventions d'exploitation			212 824	395 957
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			103 181	112 444
Autres produits			5 638	8 394
Total des produits d'exploitation (I)			74 817 299	65 237 620
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			320	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				12 383
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			9 161	-4 453
Autres achats et charges externes			47 176 565	41 778 195
Impôts, taxes et versements assimilés			1 689 175	1 155 616
Salaires et traitements			13 051 877	11 169 804
Charges sociales			6 519 821	5 499 789
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	4 568 984	3 716 030
		Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions		71 225
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	1 128 420	145 113
Autres charges			531 636	506 589
Total des charges d'exploitation (II)			74 675 958	64 050 290
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			141 340	1 187 330
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2 528	78
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			2 528	78
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			3 043	7 052
Différences négatives de change				5 893
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			3 043	12 945
RÉSULTAT FINANCIER			-516	-12 867
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			140 824	1 174 462
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			240 000	
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)			240 000	0
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			375	86
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			390 893	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			6 935	
Total des charges exceptionnelles (VIII)			398 203	86
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)			-158 203	-86
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)			159 960	2 387
Impôts sur les bénéfices (X)			-593 678	-409 746
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)			75 059 826	65 237 697
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)			74 643 487	63 655 962
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)			416 339	1 581 735

ANNEXE

I - Faits caractéristiques de l'exercice

NEANT

II - Evénements post-clôture

En lien avec l'OPA Veolia, le 31 janvier 2022, le périmètre Eau France a été cédé à la nouvelle SA SUEZ (ex SONATE Bidco), société anonyme de droit français sis Tour CB 21 - 16 Place de l'Iris - 92400 Courbevoie immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 901 644 989.

Cette situation induit pour notre société une sortie en date du 31/01/2022 à la fois du périmètre d'intégration fiscale « Suez Groupe » et à la fois une sortie du périmètre de consolidation « Suez Groupe »

Nous n'avons pas, à date, connaissance d'autres événements significatifs qui puissent impacter les comptes de notre société pour l'exercice clos au 31/12/2021, notamment en lien avec le conflit armé en Ukraine ou avec les sanctions internationales prises à l'encontre de la Russie.

III - Information sur la société consolidante

Notre société sur l'exercice 2021 est consolidée selon la méthode d'intégration globale dans les comptes de la société Suez Group (Siren 433 466 570) dont le siège social est situé à l'adresse suivante :

Tour CB21
16 place de l'Iris
92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX

IV - Principes, règles et méthodes comptables

1 - Note préliminaire

Les comptes ont été établis en application des conventions générales prescrites par le Plan Comptable Général, à jour des règlements du Comité de la Réglementation Comptable intervenus depuis le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-09 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

Afin de donner une image fidèle des comptes annuels, la dérogation suivante aux règles de présentation du plan comptable général est retenue au niveau du compte de résultat.

Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement par les coûts.

Lorsque le résultat à l'avancement ne peut être estimé de façon fiable, aucun profit ne peut être dégagé, le chiffre d'affaires comptabilisé à la clôture doit être égal au coût des travaux effectués (selon PCG Art. 380-1), le montant du chiffre d'affaires est alors limité à celui des charges ayant concouru à l'exécution du contrat. Comme pour la méthode à l'achèvement, le bénéfice relatif au contrat est de ce fait nul tant que les travaux ne sont pas terminés.

2 - Evolutions des principes et méthodes comptables sur l'exercice

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

V - Méthodes d'évaluation et notes sur le bilan

1 - Immobilisations incorporelles

Fonds de commerce

Les immobilisations incorporelles comprennent, outre la valeur du fonds commercial, des logiciels informatiques d'application et leurs modifications ultérieures, qui font l'objet d'un amortissement linéaire. Elles comprennent également les sommes versées ou à verser constitutives de droits attachés à la qualité de concessionnaire et amorties sur la durée restant à courir des contrats concernés.

Le poste "fonds commercial " correspond aux fonds acquis ou apportés représentant l'activité des entités concernées. Les fonds de commerce sont évalués à leur coût d'acquisition. Les fonds commerciaux et les droits au bail sont amortis si leur durée de vie peut être estimée. Dans le cas contraire, un test annuel de perte de valeur est réalisé en comparant la valeur nette comptable à la valeur de réalisation (actualisation du cashflow futur). Les cashflows actualisés sont évalués à partir des budgets et prévisions en prenant en compte une valeur terminale.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur de réalisation devient inférieure à leur valeur comptable.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent notamment les sommes versées ou à verser constitutives de droits attachés à la qualité de concessionnaire et amorties sur la durée restant à courir des contrats concernés. Lorsque des changements défavorables significatifs sont identifiés, notamment par rapport aux éléments ayant servi à définir les plans d'amortissement initiaux, des amortissements exceptionnels sont comptabilisés pour ramener l'immobilisation à sa valeur d'utilité, déterminée par référence aux produits futurs associés aux actifs concernés ; la fraction non échue de ces engagements figure au passif dans les dettes sur immobilisations.

Eléments constitutifs du fonds commercial

Composition	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette
NEANT			
	0	0	0

2 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	47 496 795		16 184 688	
	Terrains				
	Constructions				
	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 484		0	
	Autres immobilisations corporelles				
	Installations générales, agencements, aménagements divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique	1 257 771		440 720	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours	612 237		185 148	
	Avances et acomptes				
	TOTAL (III)	1 880 492	0	625 868	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	3 966 126		2 353 429	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	57 802		0	
	TOTAL (IV)	4 023 928	0	2 353 429	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	53 401 215	0	19 163 985	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	7 348 686		56 332 797	
	Terrains				
	Constructions				
	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			10 484	
	Autres immobilisations corporelles				
	Installations générales, agencements, aménagements divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique			1 698 490	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours	539 434		257 952	
	Avances et acomptes				
	TOTAL (III)	539 434	0	1 966 926	0
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations			6 319 555	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	5 909		51 893	
	TOTAL (IV)	5 909	0	6 371 448	0
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	7 894 029	0	64 671 170	0

3 - Immobilisations financières

Elles représentent des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice, ou d'y exercer une influence notable.

Les titres de participation :

Ils sont évalués initialement au coût historique d'acquisition. Les frais directement liés à l'acquisition des titres de participation sont incorporés depuis 2007 au coût d'acquisition de ces titres et amortis fiscalement et comptablement sur 5 ans. Les créances rattachées sont évaluées à leur valeur d'inventaire. Périodiquement, et notamment lors de l'inventaire, la société évalue la valeur d'utilité de ses titres de participation et de ses créances rattachées.

Une provision pour dépréciation est constatée si leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable d'acquisition. La valeur d'inventaire des titres tient compte notamment de la quote-part des capitaux propres, de la rentabilité à long terme et d'éléments stratégiques.

Autres titres immobilisés :

Il s'agit de titres détenus dans un optique long terme, mais ne correspondant pas aux critères définis pour les titres de participation.

4 - Amortissements des immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon les modalités suivantes et suivant le mode linéaire :

- 4 à 14 ans pour l'outillage, le matériel de transport et de bureau,
- 5 à 30 ans pour le matériel industriel,
- 10 ans pour le mobilier et les agencements,
- 5 à 10 ans pour les aménagements des constructions.

Sauf mention contraire, les dotations aux amortissements sont comptabilisées au sein des charges d'exploitation.

5 - Dépréciations des immobilisations

Les immobilisations peuvent faire l'objet de dépréciations quand leur valeur d'utilité devient inférieure à leur valeur nette comptable. Dans une optique de continuité de l'utilisation des immobilisations, la dépréciation est calculée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés. Dans une optique de cession, la dépréciation est calculée en fonction de la valeur de cession nette des coûts de transaction.

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE						
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice			
Frais d'établissement et de développement								
Fonds commercial								
Autres postes d'immobilisations incorporelles		28 122 803	4 447 303		32 570 106			
TOTAL I		28 122 803	4 447 303	0	32 570 106			
Terrains								
Constructions	Sur sol propre							
	Sur sol d'autrui							
	Installations générales, agencements							
Installations techniques, matériels et outillages		10 484	0		10 484			
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers							
	Matériel de transport							
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	699 504	121 681		821 185			
	Emballages récupérables et divers							
TOTAL II		709 988	121 681	0	831 668			
TOTAL GENERAL (I + II)		28 832 791	4 568 984	0	33 401 774			
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice	
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel		
Frais établissement								
Fonds commercial								
Autres immob. Incorporelles								
TOTAL I	0	0	0	0	0	0	0	
Terrains								
Constructions - Sur sol propre								
Constructions - Sur sol d'autrui								
Inst. gales, agenc. et am. des constructions								
Inst. techniques mat. et outillages								
Inst. gales, agenc, am. Divers								
Matériels de transport								
Mat. bureau et inform. mobilier								
Emballages récup. et divers								
TOTAL II	0	0	0	0	0	0	0	
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL III	6935,07						6935,07	
TOTAL GENERAL (I + II+III)	6 935	0	0	0	0	0	6 935	
Total général non ventilé	6 935	Total général non ventilé		0	Total général non ventilé		6 935	
Cadre C		MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES			Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler								
Primes de remboursement des obligations								

6 - Stocks et en-cours

Les matières premières et consommables en stock sont comptabilisés au coût d'achat net des rabais, remises et ristournes obtenus mais hors escompte de règlement. L'évaluation de ce stock s'effectue selon la méthode du coût moyen pondéré calculé à chaque entrée.

Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'inventaire Les "en-cours" comprennent des travaux en cours de réalisation, liés à notre activité de distribution d'eau, et comptabilisés suivant la méthode à l'achèvement.

7 - Créances

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée en fonction du risque de non-recouvrement.

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		557 123	0	557 123
Prêts				
Autres immos financières		51 893	22 250	29 643
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		609 016	22 250	586 766
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances		19 894 064	19 894 064	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		27 389	27 389	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		7 656	7 656	
	Impôts sur les bénéfices	508 067	508 067	
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 470 508	3 470 508	
Etat et autres collectivités	Autres impôts			
	Etat - divers	265	265	
Groupes et associés		856 435	856 435	
Débiteurs divers		171 057	171 057	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		24 935 441	24 935 441	0
Charges constatées d'avance		35 600	35 600	
TOTAL DES CREANCES		25 580 057	24 993 291	586 766
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

8 - Produits à recevoir

Produit à recevoir	Montant TTC
Clients - Produits à recevoir prestations	205 050
Taxe Apprentissage	265
TOTAL	205 315

9 - Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges constatées d'avance - Services Extérieurs	35 600
TOTAL	35 600

10 - Capital social

Nombre d'associés personnes morales :	2	Nombre de parts correspondantes :	10 000
Nombre d'associés personnes physiques :		Nombre de parts correspondantes :	

Capital détenu par les personnes morales :

IDENTIFICATION		CAPITAL DETENU			ADRESSE		
Dénomination	SIREN	% détention	Nombre de parts	N°	Voie	CP	Commune
SUEZ GROUPE	410118608	45	4 500	16	PLACE DE L'IRIS	92040	PARIS LA DEFENSE
SCM	954506226	55	5 500	988	CHEMIN PIERRE DREVET	69140	RILLIEUX LA PAPE
		100	10 000				

Capital détenu par les personnes physiques :

Nom	Prénom	% détention	Nombre de parts	N°	Voie	CP	Commune
NEANT							

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	100 000						100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport							
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	10 000						10 000
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	279			-1 582 000	1 581 735		14
Résultat de l'exercice	1 581 735	416 339	1 581 735				416 339
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées	197 544	6 935	0				204 479
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 889 558	423 274	1 581 735	-1 582 000	1 581 735	0	730 832

11 - Amortissements dérogatoires

Notre société a constitué une provision au titre des amortissements dérogatoires. Cette provision représente le montant des amortissements déduits du résultat en application de la réglementation fiscale par anticipation par rapport au plan d'amortissement comptable des immobilisations.

Les amortissements dérogatoires s'élèvent à 204 K€ au 31 décembre de l'exercice.

12 - Comptes spécifiques des concessionnaires

NEANT

13 - Autres provisions pour risques et charges

a) Provisions pour retraites et médailles du travail

Le coût de régimes à cotisations définies est enregistré en charges dans les comptes sur la base des appels à cotisations et en application de la méthode de référence ANC 2013-02. La valorisation du montant des engagements de retraite et assimilés (lorsqu'ils sont représentatifs de prestations définies) a été effectué sur la base d'évaluations actuarielles. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires. Les taux d'actualisation sont déterminés par référence au rendement, à la date d'évaluation, des obligations émises par l'état.

Les hypothèses de calcul retenues au niveau du groupe sont les suivantes :

Taux d'actualisation : 0,71 %

Dont inflation : 1,75 %

Mortalité : INSEE TGH-TGF 2005

b) Provisions autres

Une provision est constituée lorsque l'entreprise a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle engendrera une sortie de ressources représentative d'avantages économiques futurs dont le montant peut être estimé de façon fiable, conformément au règlement ANC n°2014-03 sur les passifs.

Le montant comptabilisé en provisions représente la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date d'établissement des comptes.

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	197 544	6 935		204 479
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	197 544	6 935	0	204 479
Provisions pour litige				
Frais de développement				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	871 376	795 003		1 666 379
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		333 417		333 417
TOTAL (II)	871 376	1 128 420	0	1 999 796
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	499 160	0	22 640	476 520
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	499 160	0	22 640	476 520
TOTAL GENERAL (I + II + III)	1 568 080	1 135 355	22 640	2 680 795
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 128 420	22 640	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		6 935		
Dépréciations des titres mis en équivalence				

14 - Etat des dettes par échéance

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				
	Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	10 443 721	10 443 721		
	Fournisseurs et comptes rattachés	16 674 479	16 674 479		
	Personnel et comptes rattachés	4 013 992	4 013 992		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 499 256	3 499 256		
	Impôts sur les bénéfices	0	0		
Etat et autres collectivités publiques	Taxe sur la valeur ajoutée	2 606 631	2 606 631		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	215 442	215 442		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	596 372	596 372		
	Groupes et associés				
	Autres dettes	2 090 657	2 090 657		
	Delte représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	12 359 303	12 359 303		
	TOTAL DES DETTES	52 499 853	52 499 853	0	0
	Emprunts souscrits en cours d'exercice		Emprunts auprès des associés personnes physiques		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				

15 - Etat des charges à payer

Charges à payer	Montant TTC
C3S - Contribution Sociale Solidarité	73 477
Charges à payer CET	20 915
Charges à payer TVTS	34 881
Charges Sociales - URSSAF - Forfait Social à payer	31 992
Charges sociales et fiscales s/Provisions CET	106 540
Charges sociales et fiscales sur Congés Payés	586 431
Clients - RRR et avoirs à accorder	607 914
Effort construction	54 015
Fournisseurs - Factures non parvenues	15 287 916
Organismes Sociaux - Autres charges à payer	667 760
Organismes Sociaux - Autres Charges à payer hors SAP	422 898
Personnel - Autres charges à payer	1 235 591
Personnel - Autres charges à payer hors SAP	829 178
Personnel - Charges soc. & fisc. Prov Heures à récup. & RTT	86 485
Personnel - Provision Compte Epargne Temps	197 297
Personnel - Provision pour Congés payés	1 085 983
Personnel - Provision pour Heures à récupérer	160 157
Personnel - Provision pour Intéressement	334 308
Personnel - Provision pour Participation des salariés	159 960
TOTAL	21 983 699

16 - Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant
PCA Prestations De Services - Recettes chantiers en-cours	12 359 303
TOTAL	12 359 303

VI - Méthodes d'évaluation et notes sur le compte de résultat

1 - Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	5 285 341	4 445 152	19%
Production vendue biens			0%
Production vendue services	65 169 754	55 054 284	18%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	59 675 327	53 104 844	12%
Chiffres d'affaires nets-Export	10 779 768	6 394 592	69%
Chiffres d'affaires nets	70 455 095	59 499 436	18%

2 - Transferts de charges

Les transferts de charges d'exploitation s'élèvent à 80 541 €, ils correspondent à :

Transferts de charges	Exploitation
Transferts de charges d'exploitation	80 541
Transferts de charges financières	0
Transferts de charges exceptionnelles	0
TOTAL	80 541

3 - Honoraires des commissaires aux comptes

- honoraires liés à la certification des comptes et comptabilisés sur l'exercice : 10 000 € HT
- honoraires liés aux autres services et comptabilisés sur l'exercice : Néant

4 - Détail des charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Amendes fiscales et pénales	375	
Charges exceptionnelles diverses	390 893	
Dot prov amort dérogatoires s/ titres part.	6 935	
Refacturations prise en charges pénalités		240 000
TOTAL	398 203	240 000

5 - Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Notre société bénéficie :

- d'un crédit d'impôt recherche d'un montant de 712 892 €,
- d'un crédit d'impôt lié aux retenues à la source d'un montant de 257 309 €,
- d'une régulation d'IS et CIR 2020 d'un montant global de 85 611 €.

Ces crédits d'impôts et régularisations ramènent l'IS pour l'exercice 2021 à 593 678 €.

Pour les sociétés dont le CA HT 2021 < 250 millions d'€, le taux d'IS est de 26,5%.

Pour les sociétés dont le CA HT 2021 > 250 millions d'€, le taux d'IS est de 27,5 %.

Une contribution sociale de 3,3% s'ajoute sur la partie de l'impôt supérieure à 763 000€.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	Résultat avant impôt	Taux (%)	Impôt
Résultat courant	140 824	26,50%	504 591
Résultat exceptionnel (y compris participation)	-318 163	26,50%	-42 457
Résultat comptable (avant IS)	-177 339	26,50%	462 134

Notre société au titre de l'exercice 2021 est intégrée au sein du Groupe d'intégration fiscal de Suez - SIREN : 433 466 570 Tour CB 21 - 16 place de l'Iris 92040 Paris La Défense.

La création de ce groupe fiscal a donné lieu à la conclusion d'une convention d'intégration fiscale entre SUEZ et notre société. Conformément au principe de neutralité, la convention d'intégration fiscale prévoit l'obligation pour SUEZ de restituer à notre société les économies d'impôt résultant de l'utilisation de ces déficits dès qu'elle redevient bénéficiaire.

Le montant des déficits reportables à la clôture de l'exercice est de 0 K€

Cette convention a pris fin au 31/12/2021.

VII - Autres Informations

1 - Rémunération des organes d'administration et de direction

Aucune rémunération n'a été allouée aux organes d'administration et de direction.

2 - Ventilation de l'effectif moyen par catégorie :

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	144	129
Agents de maîtrise	18	15
Employés et techniciens	20	16
Ouvriers		
Autres		
TOTAL	182	159

3 - Eléments relatifs aux entreprises liées et associées et relevant de plusieurs postes du bilan

euros	Entreprises liées	Entreprises associées
Titres de participation	5 762 431	
Créances rattachées à des participations	557 123	
Dettes rattachées à des participations		
Prêts		
Créances clients et comptes rattachés	12 495 479	
Comptes courants débiteurs	138 132	
Fournisseurs et comptes rattachés	3 168 000	
Comptes courants créditeurs	10 443 721	

4.1 - Tableau récapitulatif des engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
Engagement de crédit-bail	0	0	0	0
		0		
		0		
		0		
		0		
		0		
I. Total engagements donnés (A+B+C)	0	0	0	0
Engagements reçus (à détailler)				
Cautions	52 490	10 544	41 946	
		0		
		0		
		0		
		0		
II. Total engagements reçus	52 490	10 544	41 946	0

4.2 - Engagements de crédit-bail - NEANT

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine					0
Amortissements :					
· Cumuls exercices antérieurs					0
· Dotation de l'exercice					0
Total	0	0	0	0	0
Redevances payées :					
· Cumuls exercices antérieurs					0
· Exercices					0
Total	0	0	0	0	0
Redevances restant à payer :					
· A 1 an au plus					0
· A plus d'1 an et 5 ans au plus					0
· A plus de 5 ans					0
Total	0	0	0	0	0
Valeur résiduelle :					
· A 1 an au plus					0
· A plus d'1 an et 5 ans au plus					0
· A plus de 5 ans					0
Total	0	0	0	0	0
Montant pris en charge dans l'exercice	0	0	0	0	0

Liste des filiales et des participations

Filiales et participations	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affectations (4)	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés(1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										
SUEZ SMART SOLUTIONS LTD	4 406 021	-2 939 740	100,00%	3 966 126	3 966 126	0	0	3 240 092	272 222	0
HYDRELIS	881 280	10 643 702	100,00%	1 796 306	1 796 306	557 123	0	2 011 509	-246 378	0
Filiales (10 à 50% du capital détenu par la société)										
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										